

# Fermer les mines en construisant l'Europe

Une histoire sociale de l'intégration européenne

Nicolas Verschueren



P.I.E. Peter Lang



# Fermer les mines en construisant l'Europe

Une histoire sociale de l'intégration européenne

Nicolas Verschueren



P.I.E. Peter Lang



## Introduction

De Courrière à Marcinelle, les grandes catastrophes minières ont toujours soulevé un vaste mouvement de compassion dépassant largement les limites du bassin charbonnier et les frontières nationales. Pareillement, les fermetures de mines accompagnées de protestations spectaculaires comme en France en 1963 ou en Grande-Bretagne en 1984 ont suscité une sollicitude internationale. Malgré cette histoire commune qui semble lier tous les mineurs et les régions minières d'Europe et en dépit d'une construction européenne tirant ses origines de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et sa légitimité de la gestion du déclin charbonnier, il reste très difficile de nouer des liens entre ces deux processus historiques. De manière générale, l'écriture de l'histoire de l'Europe et celle de l'histoire de la construction européenne représentent toujours deux blocs distincts de l'historiographie. Les ouvrages classiques de l'histoire européenne au 20<sup>e</sup> siècle délaissent la problématique de l'unification européenne<sup>1</sup> pendant que les grands récits de la construction européenne parviennent péniblement à intégrer les aspects sociaux de cette intégration<sup>2</sup>. L'historien britannique Tony Judt répondait à la question de l'absence de l'histoire de la construction européenne dans son ouvrage sur l'histoire de l'Europe après 1945 par le fait que les populations européennes n'avaient pris conscience que tardivement de l'existence des institutions européennes<sup>3</sup>. Il semble donc que l'histoire sociale de la construction européenne ou l'histoire des sociétés européennes au sein de ce processus d'unification soit conditionnée à l'analyse d'une prise de position à l'égard de celui-ci. Les sondages

---

<sup>1</sup> Les grandes synthèses historiques citées ci-dessous n'ont laissé qu'une place dérisoire à l'histoire de la construction européenne. Eric J. Hobsbawm, *L'âge des extrêmes : histoire du court vingtième siècle, 1914-1991*, Bruxelles, André Versailles, 2008. Tony Judt, *Après-Guerre : une histoire de l'Europe depuis 1945* (traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat), Paris, Armand Colin, 2007. Richard Vinen, *A History in Fragments. Europe in the 20<sup>th</sup> Century*, Londres, Little, Brown and Company, 2000. Mark Mazower, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle* (traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou), Bruxelles, Complexe, 2005.

<sup>2</sup> Voir par exemple les ouvrages de Desmond Dinan, *Europe Recast, a History of European Union*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004. Alessandro Giacone et Bino Olivi, *L'Europe difficile. Histoire politique de la construction européenne*, Paris, Gallimard, 2007. Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 2008.

<sup>3</sup> *Le Soir*, 26 décembre 2008.

d'opinion, l'utilisation des référendums principalement sur les questions européennes et la longue interprétation de l'histoire de la construction en termes de pour et de contre ont contribué à appréhender cette histoire au travers d'un positionnement. Pourtant, l'histoire sociale de la France ne se limite pas aux résistances régionales ou sociales au processus de construction de l'État-nation français et l'histoire de la Ruhr ne fait pas de la question du soutien populaire au Zollverein la clé de voûte de son histoire sociale. Ce livre propose donc de poser la question sociale au cœur de l'histoire de l'intégration européenne, et inversement, de placer l'Europe au centre de l'histoire sociale du deuxième après-guerre. En effet, la question de l'Europe sociale a une profondeur historique très largement méconnue, des espoirs investis notamment par le mouvement syndical dans cette intervention étatique d'un nouveau type et des programmes sociaux effectivement échafaudés par la CECA dans les années 1950 jusqu'aux déceptions des années 1960 et l'émergence d'un nouveau paysage économique et social en Europe dans les années 1970.

Afin d'éviter tout malentendu, une mise au point axiologique s'impose. Le titre « Fermer les mines en construisant l'Europe » ne constitue pas un aphorisme ou l'expression d'un lien de causalité immédiat entre le processus d'unification européenne et le déclin charbonnier. La fermeture des puits participe à une évolution inéluctable des sociétés industrielles qui s'est déroulée dans l'ensemble des pays industrialisés à des rythmes différents. Entre 1950 et 1995, l'Europe occidentale est ainsi passée de deux millions d'ouvriers mineurs à moins de 150 000 pendant que les régions charbonnières américaines et japonaises connaissaient des problèmes de reconversion similaires à ceux rencontrés en Europe<sup>4</sup>. De 1950 à 1975, l'Europe occidentale a connu un âge d'or où la stabilité des sociétés constituait un phénomène exceptionnel de l'histoire contemporaine<sup>5</sup>. Pourtant, les régions charbonnières semblaient suivre un chemin inverse. Après avoir été le moteur de la reconstruction nationale après 1945 et la base des premières institutions européennes, l'industrie charbonnière était confrontée à un déclin rapide et irréversible à partir de la fin des années 1950.

Les secteurs charbonniers, agricoles et sidérurgiques européens constituaient la fondation économique de la construction européenne alors qu'ils s'avéraient être menacés à plus ou moins court terme. Le processus d'unification européenne démarrait donc sur un paradoxe historique surprenant. La grande réussite communautaire qui allait donner nais-

---

<sup>4</sup> Paul Bairoch, *Victoires et déboires III. Histoire économique et sociale du monde du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, 1997, p. 199.

<sup>5</sup> Charles S. Maier, « The Two Postwar Eras and the Conditions for Stability in Twentieth-Century Western Europe » in *The American Historical Review*, vol. 86, n° 2, 1981, pp. 327-352.

sance aux développements ultérieurs puisait ses origines dans les secteurs historiques de la révolution industrielle au moment même où les sociétés européennes entraient dans une nouvelle ère industrielle. Ce paradoxe est désormais bien établi même s'il a mis du temps à être exprimé<sup>6</sup>. Pendant longtemps, écrire que la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) avait participé à la fermeture des mines en Europe pouvait être considéré comme un présupposé normatif. L'intention n'est pas d'incriminer la politique charbonnière européenne ou d'instruire un dossier à charge des acteurs européens susceptibles d'être responsables des fermetures de mines. L'objectif de ce livre est de contribuer à l'écriture d'une histoire sociale de la construction européenne à partir du paradoxe établi ci-dessus.

L'historiographie de la construction européenne a longtemps été dominée par une approche fédéraliste (*federalist narrative*) qui insistait sur la continuité du processus d'intégration entamé depuis l'entre-deux-guerres. Cette interprétation historique remise en cause par Alan Milward a été concurrencée par une interprétation intergouvernementale de l'unification européenne où le rôle joué par les gouvernements était considéré comme prédominant<sup>7</sup>. Mais depuis une vingtaine d'années, la discipline historique s'est enrichie de nombreux travaux sur la diversité et le rôle des acteurs impliqués dans le processus d'intégration (régions, milieux économiques, organisations syndicales)<sup>8</sup>. Au sein de cette historiographie, l'appel à une histoire sociale de la construction européenne s'avère de plus en plus nécessaire pour combler une lacune scientifique et pour répondre à une problématique contemporaine liée à la perception d'un accroissement des résistances à l'intégration européenne<sup>9</sup>.

<sup>6</sup> Mauve Carbonell, « La politique charbonnière de la CECA (1952-2002) » in Xavier Daumalin, Sylvie Daviet et Philippe Mioche (dir.), *Territoires européens du charbon. Des origines aux reconversions*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2006, pp. 149-167.

<sup>7</sup> Sur la création du culte des pères fondateurs, voir : Alan S. Milward, « The lives and teachings of the European saints » in *The European Rescue of the Nation-State*, Routledge, Londres, 2000 (deuxième édition), pp. 318-344. Pour une synthèse de l'évolution historiographique de la construction européenne voir : Desmond Dinan, « The Historiography of European Union » in *idem* (dir.), *Origins and Evolution of the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2006, pp. 297-324.

<sup>8</sup> Pour un aperçu des différentes approches historiques de la construction européenne voir : Jean-Michel Guieu *et al.* (dir.), *Penser et construire l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Belin, 2007.

<sup>9</sup> Il faut rester prudent sur cette perception d'une population européenne soudainement plus résistante au projet européen. Dans un article récent, Ian Down et Carol Wilson montraient que cette évolution était plus qualitative que quantitative : Ian Down et Carol Wilson, « From "Permissive Consensus" to "Constraining Dissensus": A Polarizing Union ? » in *Acta Politica*, 2008, n° 43, pp. 26-49. D'autre part, dans un article appelant à réinterpréter les résistances présentes à l'aune des événements

De nombreuses raisons ont été avancées pour expliquer cette soudaine apparition d'un positionnement critique des Européens à l'égard des institutions européennes : la fin d'un consensus permissif, le déficit social et démocratique de ces institutions, le manque de transparence des politiques européennes, etc. L'opacité de cette problématique a ainsi donné lieu à l'émergence de multiples néologismes pour tenter d'identifier ces « nouveaux » comportements politiques et sociaux dénommés euro-indifférence<sup>10</sup>, europhobie<sup>11</sup>, euroréalisme<sup>12</sup>, européenistes critiques<sup>13</sup> et bien entendu euroscepticisme (lui-même divisé en version *soft* et *hard*)<sup>14</sup>. Force est de constater que la perspective historique a été peu développée et ce n'est que récemment que les historiens se sont penchés sur cette question<sup>15</sup>.

Ce préambule sur l'importance des résistances à la construction européenne sert de mise en garde vis-à-vis de l'approche envisagée dans ce livre. L'analyse ne porte pas sur les réactions induites par les ferme-

---

passés, Amandine Crespy et moi suggérons que le processus d'intégration était éminemment conflictuel depuis ses origines. Le recours à la notion de « fin de consensus permissif », utilisée dans son sens premier aux phénomènes d'opinion publique, semble donc inadéquat pour appréhender cette évolution historique. Amandine Crespy et Nicolas Verschuere, « From Euroscepticism to Resistances to European integration : an Interdisciplinary Perspective » in *Perspectives on European Politics and Society*, 2009, vol. 10, n° 3, pp. 377-393.

<sup>10</sup> Florence Delmotte, « Les résistances à l'Europe au prisme de la sociologie historique de Norbert Elias » in Justine Lacroix et Ramona Coman (dir.), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, Les Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 17-29.

<sup>11</sup> Olivier Rozenberg, « La faute à Rousseau ? Les conditions d'activation des quatre idéologies critiques de la construction européenne en France » in Justine Lacroix et Ramona Coman (dir.), *Les résistances à l'Europe...*, op. cit., pp. 129-154.

<sup>12</sup> Laure Neumayer, « Euroscepticism as a political label : the use of European Union issues in political competition in the New Member States » in *European Journal of Political Research*, 2007, vol. 47, pp. 135-160.

<sup>13</sup> Donatella Della Porta, « The Anti-Globalisation and the European Union : Critics of Europe » in *Notre Europe, Policy Paper*, n° 22, 2006.

<sup>14</sup> Aleks Szczerbiak et Paul Taggart, « Theorising Party-Based Euroscepticism : Problems of Definition, Measurement and Causality », *Sussex European Institute, Working Paper*, 2003, n° 69.

<sup>15</sup> Voir notamment les recherches entamées par Christophe Le Dréau et Jean-Michel Guieu et le travail collectif qu'ils ont dirigé dans *Anti-européens, eurosceptiques et souverainistes. Une histoire des résistances à l'Europe (1919-1992)*, Cahiers de l'IRICE, n° 4, 2009. Un groupe de chercheurs de la *Maison interuniversitaire des Sciences de l'Homme – Alsace* a également commencé à rassembler les recherches pluridisciplinaires sur cette question autour d'un cycle de conférences organisées en 2009 et 2010 sur le thème anti-européanisme, euroscepticisme et alter-européanisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours. On peut également citer l'Action de recherches concertées lancées à l'ULB en 2006, dans une perspective pluridisciplinaire, visant à étudier les *Résistances à l'intégration européenne*.

tures de mines et d'observer les formes de résistance à la construction européenne qu'elles ont pu produire et d'en tirer une hypothèse susceptible d'être transposée à d'autres conflits sur les questions européennes. La tendance reste forte de connecter une histoire sociale de la construction européenne à une prise de position de certains groupes sociaux à l'égard du processus de construction européenne. Il ne s'agit pas d'affirmer que cette histoire sociale des prises de position à l'égard des processus de construction européenne n'est pas pertinente. Au contraire, elle mériterait d'être réinterprétée à l'aune des résistances qui se seraient accrues depuis le Traité de Maastricht. Une telle démarche permettrait sans doute de relativiser la notion de « fin de consensus de permissif » ou de le situer beaucoup plus tôt et d'y voir l'apparition d'une euro-indifférence qui recèlerait les latences historiques aux résistances actuelles.

Cette mise au point effectuée, il convient d'expliquer plus précisément l'approche envisagée dans cette recherche. L'histoire sociale de la construction européenne reste particulièrement difficile à écrire. L'historien allemand Hartmut Kaelble envisage trois manières différentes de l'appréhender<sup>16</sup>. La première approche consisterait à établir les facteurs sociaux explicatifs de la constitution de la CECA et du Marché commun ou de l'échec de la Communauté européenne de défense. Mais cette histoire reste très hasardeuse dans la mesure où l'influence des facteurs sociaux sur la prise de décision des dirigeants nationaux est floue voire inexistante. La deuxième approche consisterait à analyser les politiques sociales européennes et leurs effets directs et indirects sur les sociétés européennes, et de les inclure dans des transformations socio-économiques plus générales. Mais pour Kaelble, ces politiques n'avaient que peu de résultats directs et n'affectaient que modérément les citoyens européens concernés. En outre, les effets indirects de l'unification européenne seraient trop difficiles à mettre en évidence pour en tirer des conclusions satisfaisantes à ses yeux<sup>17</sup>. En dépit des critiques émises par Kaelble, cette approche semble la plus pertinente à nos yeux pour associer histoire sociale et histoire de la construction européenne. La troisième voie, à laquelle il souscrit, repose davantage sur l'étude de l'évolution des caractéristiques sociales en Europe en élargissant de cette manière la notion d'intégration européenne à l'intégration des sociétés européennes<sup>18</sup>. Le risque est alors d'arriver à une abstraction totale

<sup>16</sup> Hartmut Kaelble, « The Social History of European Integration » in Clemens Wurm (dir.), *Western Europe and Germany. The Beginnings of European Integration, 1945-1960*, Oxford, Berg, 1996, pp. 219-220.

<sup>17</sup> *Idem*, p. 221.

<sup>18</sup> On retrouve notamment cette approche dans Hartmut Kaelble, *Sozialgeschichte Europas : 1945 bis zur Gegenwart*, Munich, Beck, 2007 et dans *Idem*, *Vers une*

ouverte à tous les possibles sans parvenir à dresser un tableau des relations entre les différents phénomènes étudiés. Comme le constate Wolfram Kaiser, cette histoire sociale ne fait pas le lien entre le contexte institutionnel et politique de la construction européenne et les mutations sociales en Europe<sup>19</sup>.

L'histoire sociale n'est donc pas uniforme, les voies d'accès sont nombreuses et aucune ne donne une pleine satisfaction au chercheur. De manière générale, cette discipline est tiraillée par des questionnements internes relatifs à son objet, ses méthodes et sa singularité<sup>20</sup>. Depuis les années 1960, la discipline de l'histoire sociale a vu une accumulation des objets d'étude (de la classe ouvrière à l'histoire des genres), des méthodes (macro et micro) et des sources (sources écrites, orales, productions culturelles). Cette accumulation est allée de pair avec un accroissement de la fragmentation de la discipline<sup>21</sup>. Malgré cette profusion, l'histoire sociale de la construction européenne reste largement négligée. L'explication réside en partie dans la difficulté à appréhender cette histoire comme en témoigne le découpage opéré par Kaelble. Le recul historique nécessaire et l'accès aux sources la rendent plus difficile à mettre en œuvre<sup>22</sup>. En outre, les phénomènes de mode agissent pour mettre à l'agenda les problématiques historiques. Or, à partir des années 1970, l'histoire sociale a eu tendance à décliner au profit d'une histoire des mentalités ou d'une histoire culturelle. Dans ce contexte, le thème de la construction européenne ne constituait pas un sujet de prédilection de l'histoire sociale ou de l'histoire culturelle.

Pour le cas d'étude présenté ici, la définition large d'une histoire sociale comprise comme une histoire d'un groupe de personnes aurait pu conduire à une histoire sociale d'une communauté minière entre 1945 et 1980. Le risque était alors de présenter le rôle des institutions européennes comme une abstraction totale, une entité transcendante qui agit sur les êtres sans que le chercheur n'ait la possibilité d'en évaluer

---

*société européenne : une histoire sociale de l'Europe, 1880-1980*, (traduit de l'allemand par Frank Straschitz), Paris, Belin, 1988.

<sup>19</sup> Wolfram Kaiser, « Transnational networks in European governance. The informal politics of integration » in Wolfram Kaiser, Brigitte Leucht et Morten Rasmussen (dir.), *The History of the European Union. Origins of a trans- and supranational polity 1950-72*, New York-Londres, Routledge, 2009, p. 14.

<sup>20</sup> Pour un aperçu des débats relatifs à la conceptualisation de l'histoire sociale, voir le numéro spécial de la revue *Journal of Social History*, 2003, vol. 37, n° 1.

<sup>21</sup> Marcel Van der Linden, « Gaining Ground » in *Journal of Social History*, 2003, vol. 37, n° 1, p. 71.

<sup>22</sup> Dans un article devenu célèbre, Edward Thompson expliquait que l'histoire sociale est systématiquement conçue après le développement de l'historiographie politique et économique. Edward Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century » in *Past and Present*, 1971, n° 50, p. 77.

l'influence. L'ouvrage de Donald Reid sur l'histoire des mineurs de Decazeville constitue à ce titre une véritable approche pertinente d'une recherche alliant histoire d'une communauté minière aux évolutions économiques et politiques sur la longue durée<sup>23</sup>. Mais le lien qu'il établit entre la construction européenne et l'histoire sociale des mineurs reste ténu. D'un autre point de vue, le travail de René Leboutte sur l'histoire économique et sociale de la construction européenne fournit une première tentative de synthèse de la politique sociale des institutions européennes<sup>24</sup>. Malheureusement, il manque à son ouvrage une évaluation plus détaillée des implications de ces politiques sur les sociétés européennes. L'ouvrage classique de Raymond Poidevin et Dirk Spierenburg sur l'histoire de la Haute Autorité offre de nombreuses pistes pour explorer plus en détail les politiques sociales au sein de la CEEA et leur lien avec les systèmes nationaux de protection sociale<sup>25</sup>. L'étude de Mario Taccolini sur la Commission des affaires sociales de l'Assemblée commune aurait pu fournir une autre voie d'accès pour analyser le lien entre institutions européennes et évolutions des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière<sup>26</sup>. Mais son travail se focalise sur un examen des rapports élaborés par cette commission sans établir de liens avec les autres institutions et les acteurs impliqués.

Ajoutons les travaux des historiens italiens Andrea Ciampani, Antonio Varsori et Lorenzo Mechi qui ont ouvert des portes pour la recherche en histoire sociale de la construction européenne, notamment en ce qui concerne l'action syndicale dans les années 1960, le rôle du Comité économique et social ainsi que les questions de la formation professionnelle et la liberté de mouvement<sup>27</sup>.

<sup>23</sup> Donald Reid, *The Miners of Decazeville. A Genealogy of Deindustrialization*, New York, toExcel, 1999 (Deuxième édition).

<sup>24</sup> René Leboutte, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2008.

<sup>25</sup> Raymond Poidevin et Dirk Spierenburg, *Histoire de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Une expérience supranationale*, Bruxelles, Bruylant, 1993, pp. 438-457.

<sup>26</sup> Mario Taccolini, *La costruzione di Un'Europa del Lavoro, La Commissione per gli affari sociali dalle origini all'applicazione del Trattato di Roma (1953-1960)*, Milan, Franco Angeli, 2006.

<sup>27</sup> Andrea Ciampani et Emilio Gabaglio, *L'Europa sociale e la Confederazione Europea dei Sindacati*, Bologne, Il Mulino, 2010. Antonio Varsori, « le rôle de la formation de l'enseignement professionnel dans la politique sociale européenne et le Cedefop » in *Formation professionnelle*, 1994, n° 32, pp. 70-86. *Idem*, « The Emergence of a Social Europe » in Michel Dumoulin (dir.), *The European Commission, 1958-1972, History and Memories*, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Commission, 2007, pp. 427-441. Lorenzo Mechi, « L'action de la Haute Autorité de la CEEA dans la construction de maisons ouvrières » in *Revue d'histoire de l'intégration européenne*, 2000, vol. 6, n° 1, pp. 63-88. *Idem*, « Les États membres,

L'objectif de ce livre sera de tenter une histoire sociale qui permettra d'analyser les politiques sociales européennes dans le cadre de l'évolution de l'industrie charbonnière entre 1945 et 1980 et d'en mesurer les objectifs et les effets à l'aune des transformations sociales induites par cette évolution. Pour caricaturer, il semblait essentiel d'écrire une histoire associant les institutions européennes, les organisations syndicales, les mouvements de grèves, les conditions de vie et de travail et les transformations des structures sociales en Europe. Pour ce faire, l'étude du secteur charbonnier est pertinente à plus d'un titre. Premièrement, les débuts de la construction européenne reposaient sur le succès d'un Marché commun du charbon et de l'acier, appelé à être la première marche vers une intégration à d'autres secteurs selon la perspective fonctionnaliste. Deuxièmement, la crise charbonnière intervenue très tôt après la création de la CECA rend plus aisée l'écriture de cette histoire étant donné l'accès plus limité aux sources pour les années 1970 et 1980. Enfin, l'évolution extrêmement rapide de l'industrie charbonnière qui est passée d'une industrie phare de la reconstruction à une problématique de reconversion régionale offre l'opportunité d'appréhender la question de l'histoire sociale de la construction européenne dans une trame narrative cohérente. Ceci explique les limites temporelles de la recherche situées entre la mise en place de statuts pour l'ouvrier mineur en Europe après la guerre et qui se termine par les conséquences sociales des reconversions. Néanmoins, ce sujet n'est pas un cas atypique, une démarche similaire aurait pu être entreprise pour l'évolution de l'agriculture ou de la sidérurgie.

Le caractère multifocal de la démarche entreprise dans cette recherche nous oblige à présenter la problématique pour chaque chapitre et de la confronter à l'historiographie pour en démontrer la pertinence. L'étude est divisée en deux grandes parties constituées chacune de trois chapitres. La première partie a pour objectif d'examiner les tentatives de politiques sociales européennes entre 1950 et 1965 au travers du constat émis par Alan Milward sur la préservation du consensus social d'après-guerre<sup>28</sup>. Pour Milward, les politiques d'augmentation salariale et de plein emploi ont largement contribué à renforcer la légitimité des États Nations et à relancer l'économie après 1945. En ce sens, le maintien de l'activité charbonnière dans les mines de Wallonie soutenue par la Haute Autorité et l'extrême attention accordée au sort des mineurs licenciés témoignent de la volonté de sauvegarder les principes du *Welfare State*. Au-delà de la poursuite d'une politique du plein emploi, l'interrogation

---

les institutions et les débuts du Fonds Social Européen » in Antonio Varsori (dir.), *Inside the European Community. Actors and Policies in the European Integration, 1957-1972*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 95-115.

<sup>28</sup> Alan Milward, *The European Rescue...*, *op. cit.*, pp. 113-119.

portera sur les autres domaines sociaux couverts ou non couverts par le Traité de Paris et d'observer de quelles manières la Haute Autorité a interagi avec les acteurs extérieurs (syndicats, producteurs, experts, etc.) afin de poursuivre le consensus social à partir des politiques communautaires.

Dans un deuxième temps, l'analyse de la fermeture des mines tentera d'associer histoire de la construction européenne à une histoire plus large des sociétés européennes en observant les conséquences sociales de la fermeture des mines sur un bassin charbonnier : le Borinage. Les aides accordées aux mineurs et le développement d'une politique communautaire régionale par l'entremise d'une reconversion concourraient au maintien du consensus social et politique<sup>29</sup>. Chaque poste perdu dans l'industrie charbonnière devait être compensé par la création d'activités nouvelles assurant le réemploi. L'objectif sera d'examiner l'émergence de cette revendication pour la reconversion et d'y situer la place prise par les institutions européennes. La question portera sur la manière dont la relance économique régionale s'est déroulée et les transformations sociales qu'elle a engendrées.

Le premier chapitre retrace les débuts de l'Europe syndicale à partir d'un cas jusqu'ici peu étudié : le Comité des 21. À ses débuts, ce groupe de leaders syndicalistes était constitué exclusivement de représentants des travailleurs de la mine et de la sidérurgie de la CEECA. Il s'est ensuite élargi aux dirigeants des grands syndicats interprofessionnels mais restait très proche des enjeux européens. L'analyse de ce groupe permet de mettre en relation différents niveaux d'acteurs et d'observer les réseaux internes et externes aux institutions européennes. Il est notamment intéressant d'observer le rôle de certains syndicalistes pour tenter de proposer des politiques sociales européennes ambitieuses telles que le statut européen du mineur.

Les études sur l'histoire syndicale dans le cadre de la construction européenne sont nombreuses et ont connu un succès croissant dans les années 1990. Mais dès les années 1950, cette question avait été abordée par les spécialistes des études européennes dont Ernst Haas dans son célèbre *The Uniting of Europe*<sup>30</sup>. Bien que son étude soit restée célèbre pour son approche néofonctionnaliste de la construction européenne et notamment pour son concept de *positive spillover effect*, son ouvrage offre de précieuses informations sur l'évolution du mouvement syndical à l'intérieur des institutions européennes. À la même époque, le travail de Colin Bever complétait la présentation, quoique de manière plus

---

<sup>29</sup> *Idem*, p. 115.

<sup>30</sup> Ernst Haas, *The Uniting of Europe : Political, Social, and Economic Forces, 1950-1957*, Notre Dame, Indiana, University of Notre Dame Press, 2004.

détaillée, de l'organisation syndicale au sein des institutions européennes<sup>31</sup>. Mais dans les deux cas, ces études fournissent surtout un organigramme et une évolution organisationnelle des syndicats avec peu d'informations sur les acteurs internes aux syndicats.

Au cours des années 1990, l'ouverture des archives du mouvement ouvrier et l'essor des recherches sur les questions européennes ont conduit les chercheurs à multiplier les études sur l'action des syndicats dans la construction européenne. Les travaux de Patrick Pasture, de Corinne Gobin, d'Eleonora Guasconi et d'Andrea Ciampani fournissent une base de travail précieuse à des degrés divers. Ainsi, Patrick Pasture montrait dans son étude du syndicalisme chrétien international l'importance de la construction européenne pour la réhabilitation du mouvement syndical international chrétien après la guerre et la déception ressentie par ces syndicalistes pour l'expérience institutionnelle européenne<sup>32</sup>. Prenant pour point d'appui la mise en place du Secrétariat syndical européen en 1958, Corine Gobin reconstituait la chronologie de l'organisation européenne du mouvement syndical socialiste. Elle entama un travail pionnier en démontrant la complexité interne de ce mouvement et les perspectives parfois très éloignées des leaders syndicalistes. Parmi les principaux points mis en évidence dans sa recherche, Corine Gobin montrait le décalage croissant entre les activités syndicales européennes et les actions syndicales classiques élaborées à l'intérieur des États-nations<sup>33</sup>. D'un point de vue plus historique, Maria Eleonora Guasconi et Andrea Ciampani ont travaillé sur la structuration progressive d'un syndicat européen à l'intérieur de la Confédération internationale des syndicats libres<sup>34</sup>. Ces études mettent en relief le lien entre l'évolution

---

<sup>31</sup> Colin Beever, *European Unity and the trade unions movements*, Leyden, A.W. Sijthoff, 1960.

<sup>32</sup> Patrick Pasture, *Histoire du syndicalisme chrétien international. La difficile recherche d'une troisième voie* (traduit du néerlandais par Serge Govaert), Paris, L'Harmattan, 1999.

<sup>33</sup> Corine Gobin, « Consultation et concertation sociales à l'échelle de la Communauté économique européenne : étude des positions et stratégies de la Confédération européenne des syndicats, 1958-1991 », Thèse de doctorat non publiée, 5 volumes, Université libre de Bruxelles, 1996. Elle a néanmoins publié un résumé de sa thèse : Corine Gobin, *L'Europe syndicale. Entre désir et réalité. Essai sur le syndicalisme et la construction européenne à l'aube du 20<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles, Labor, 1997.

<sup>34</sup> Maria Eleonora Guasconi, « The International Confederation of Free Trade Unions' Policy towards the European Integration Process from 1950 to 1957 » in Éric Bussière et Michel Dumoulin (dir.), *Cercles et milieux économiques au 20<sup>e</sup> siècle : diversités, convergences et solidarités*, Arras, Artois Presse Université, 1998, pp. 359-370. Andrea Ciampani, « Il dilemma dell' "Europa sindacale" tra cooperazione ed integrazione europea : l'Organizzazione regionale europea della "Confederazione internazionale dei sindacati liberi" (1950-1957) » in *idem* (dir.),

des institutions européennes et la réaction organisationnelle des syndicats à cette nouvelle situation. Mais les propositions syndicales, les divisions internes et leur implication dans les institutions européennes ont été jusqu'ici peu examinées.

Au vu du nombre de publications sur le mouvement syndical à l'intérieur de la Communauté, une nouvelle étude sur ce sujet semble superflue. Pourtant de nombreuses questions restent ouvertes. Premièrement, il s'agit de connaître l'histoire et l'évolution du Comité des 21, y compris dans ses aspects logistiques pour observer les difficultés de l'organisation du syndicalisme européen qui ne se limitaient pas à la variété des cultures syndicales. Deuxièmement, l'objectif sera d'observer les connexions entre ce groupe de syndicalistes et la présence de ceux-ci dans les différentes institutions européennes. Cette perspective va dans le sens proposé par Wolfram Kaiser dans son approche réticulaire des acteurs engagés dans les institutions européennes<sup>35</sup>. Il convient en effet de ne pas se limiter à l'étude d'un groupe politique ou d'une organisation syndicale mais de l'insérer dans un réseau de relations sociales. La problématique se focalise ici sur le Comité des 21 mais des prolongements mériteraient d'être entrepris concernant la pensée et la circulation de ces individus entre les organisations syndicales, les mouvements européens (comme le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe) et les partis politiques. Il n'a pas été possible de pousser plus loin les conclusions sur cette question mais des pistes de réflexion seront développées pour mettre en lumière les possibilités offertes par les documents d'archives. En dernier lieu, l'étude du Comité des 21 est pertinente pour observer les initiatives prises par les syndicalistes pour promouvoir des politiques sociales européennes et le fonctionnement de la transmission de ces propositions du Comité des 21 au Comité consultatif et l'Assemblée commune.

Le chapitre deux réexamine ce qui est considéré comme un des aspects les plus « positifs » de l'action sociale de la Communauté, à savoir la construction de maisons pour les ouvriers. René Leboutte et Lorenzo Mechi avaient notamment mis en avant le rôle de la Haute Autorité et son action proactive pour la construction de maisons ouvrières<sup>36</sup>. Les membres de cette institution ont fait preuve d'une grande inventivité pour dépasser la lettre du Traité afin d'offrir une véritable politique sociale européenne et d'apporter l'image d'une construction européenne

---

*L'altra via per l'Europa. Forze sociali e organizzazione degli nell'integrazione europea (1947-1957)*, Milan, FrancoAngeli, 1995, pp. 200-229.

<sup>35</sup> Wolfram Kaiser, *Christian Democracy and the Origins of European Union*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

<sup>36</sup> Lorenzo Mechi, « L'action de la Haute Autorité... », *op. cit.*, René Leboutte, *Histoire économique et sociale...*, *op. cit.*, p. 646.

qui s'inscrit dans les faits. L'objectif de ce chapitre est d'aller au-delà d'un décompte du nombre de maisons construites et de mettre en évidence les conceptions architecturales et urbanistiques à l'intérieur des institutions européennes. On pourra ainsi noter l'apparition de contradictions et de tiraillements entre une vision traditionnelle de l'habitat ouvrier et les théories modernistes en vogue après 1945. Ce chapitre montre le fonctionnement des relations entre les services de la Haute Autorité et des organisations internationales telles que le Comité international du bâtiment ou l'Organisation européenne de coopération économique. Il sera ainsi possible d'observer le rôle de la Haute Autorité dans la construction de maisons ouvrières, non plus d'un point de vue de son soutien financier mais d'un point de vue institutionnel et culturel.

Le chapitre trois prend en quelque sorte le contrepied du chapitre précédent. Il ne s'agit plus d'étudier ce qu'il convient d'appeler les politiques sociales européennes réussies mais d'analyser l'échec des tentatives pour instaurer ce type de politique. Le cas du statut européen du mineur est à ce titre révélateur des débats et initiatives prises par les acteurs présents dans les institutions européennes pour faire progresser une certaine idée de l'Europe sociale. À notre connaissance, ce projet d'harmonisation sociale européenne n'a fait l'objet d'aucune étude détaillée jusqu'à ce jour<sup>37</sup>.

Pour ce faire, un retour en arrière sur la naissance des différents statuts des ouvriers mineurs en Europe après la guerre sera nécessaire. En dehors de l'unification européenne, on voit apparaître une figure largement partagée du mineur et une convergence progressive pour l'obtention d'un statut privilégié au sein de la classe ouvrière. La perspective envisagée dans ce chapitre ne se limite pas à la question du statut européen du mineur mais l'intègre dans le débat plus général de la problématique des carences sociales des institutions européennes. Ce constat avait déjà été établi par René Leboutte et Philippe Mioche<sup>38</sup> mais

---

<sup>37</sup> René Leboutte le mentionne dans son ouvrage *Histoire économique et sociale...* Tanja Anette Gloomt l'évoque dans une perspective accessoire dans son livre sur l'histoire de la question des retraites en Europe au 20<sup>e</sup> siècle : Tanja Anette Gloomt, *Alterssicherung im europäischen Wohlfahrtsstaat. Etappen ihrer Entwicklung im 20. Jahrhundert*, Francfort, Campus Verlag, 2005, pp. 137-147. Enfin Doreen Collins en trace un historique intéressant en le situant dans le contexte plus large du débat sur les politiques sociales européennes. Doreen Collins, *The European Community. The social policy of the first phase. vol. 1 The European Coal and Steel Community 1951-1970*, Londres, Martin Robertson, 1975.

<sup>38</sup> Philippe Mioche, « Bilan économique et social de la CECA : un passé qui a préparé l'avenir » in Marie-Thérèse Bitsch (dir.), *Le couple France-Allemagne et les institutions européennes, une postérité pour le Plan Schuman ?*, Bruxelles, Bruylant, 2001, pp. 63-79. René Leboutte, *Histoire économique et sociale...*, op. cit., pp. 649-652.

l'objectif est d'entrer véritablement dans les débats internes aux institutions européennes. L'histoire de la notion d'Europe sociale mériterait à elle seule une recherche spécifique dans une approche culturelle et discursive<sup>39</sup>. On peut néanmoins constater que le sujet après avoir connu un succès éphémère dans les années 1950-1960 a repris une grande vigueur lors de la publication du Livre blanc de Jacques Delors en 1985 et de l'éclosion du débat sur l'Europe sociale en tant que pendant à l'Europe économique et monétaire. Encore actuellement, la notion de politique sociale européenne demeure équivoque et son champ fluctue en fonction des circonstances si bien qu'on parle tour à tour d'espace social européen, de dialogue social ou de modèle social européen. Loin d'être une innovation des années 1980, le thème de l'Europe sociale, et ses définitions multiples, était déjà bien présent au cours de la première décennie de la construction européenne. L'étude du projet de statut européen du mineur constitue une voie d'accès pour l'observation du débat sur l'Europe sociale à l'aube des années 1960. Son échec et la disparition d'une génération de syndicalistes contribuent à comprendre un désengagement des représentants syndicaux vis-à-vis de l'enjeu européen.

La deuxième partie couvre la période de 1959 à 1980 qui est marquée par le déclin charbonnier en Europe, et plus particulièrement en Belgique. L'étude portera sur le cas du bassin minier du Borinage qui s'avère particulièrement adéquat pour l'approche développée dans cette recherche. La fermeture des mines du Borinage représentait une des principales préoccupations aux yeux de la Haute Autorité et du gouvernement belge. Les conséquences sociales des fermetures seraient très lourdes alors que les images de la crise des années 1930 étaient toujours bien présentes dans les esprits. En février 1959, la décision de restructurer les mines du Borinage allait donner naissance à une vague de protestations où la responsabilité de la Haute Autorité était largement engagée. Jusqu'à présent, ce mouvement social a été peu étudié en raison, sans doute, de la prééminence des événements au Congo et de l'ampleur de la grève de l'hiver 1960-1961. Pourtant, la presse européenne de l'époque voyait dans la crise du Borinage la première crise sociale majeure de la construction européenne à laquelle la Haute Autorité se devait de répondre. Ce bassin charbonnier constitue également un excellent cas d'étude pour l'analyse des politiques de reconversion dans le cadre de la CECA. Le Borinage était en quelque sorte devenu la principale zone test, l'installation des premières industries chargées de reconvertir la région s'accompagnait d'un protocole où figuraient les hommes poli-

---

<sup>39</sup> On peut notamment citer le récent ouvrage de Jean-Claude Barbier, *La longue marche vers l'Europe sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 2008. Néanmoins, son analyse reste très contemporaine et manque d'une profondeur historique.

tiques locaux, le ministre des Affaires économiques et les représentants de la Haute Autorité. En s'éloignant du processus d'intégration européen pour se rapprocher des conséquences de la fermeture des mines, cette recherche tente de relier les deux processus et d'apporter une interprétation inédite de l'histoire des reconversions à partir de ce cas singulier et significatif qu'est le Borinage.

Le chapitre quatre s'inscrit encore dans le prolongement des chapitres précédents en analysant la politique sociale européenne au travers des mesures d'aides à la réadaptation aux ouvriers mineurs licenciés dans le cadre de la CECA. Au-delà d'une analyse du fonctionnement de ces aides, l'objectif sera d'observer les réactions qu'elles ont suscitées et les critiques qu'elles ont engendrées au sein des communautés affectées par la crise sociale. Il s'agira d'observer ce que sont devenus les mineurs licenciés au travers de nouvelles sources et de ne pas rester sur l'image d'un succès lié à la fourniture d'aides et de subventions.

Le chapitre cinq est connecté au chapitre précédent par l'émergence dans l'espace politique de la problématique régionale et de la nécessité de reconverter les régions anciennement industrialisées. Ce n'était pas tant l'avenir des mineurs licenciés qui était en question que le devenir d'une région charbonnière du point de vue régional et européen. Le cas de la reconversion du Borinage doit être analysé comme un cas d'étude parmi d'autres mais avec la particularité de s'être déroulé en même temps que la problématique du charbon dans la CECA. La thématique de l'histoire des reconversions industrielles connaît un intérêt soutenu auprès des historiens. Bien que la question ait depuis longtemps été abordée en Angleterre et en Europe continentale par les géographes<sup>40</sup>, les historiens ne se penchent que depuis peu sur ce phénomène économique, social et culturel. Deux publications issues de colloques internationaux ont mis en lumière la richesse des approches possibles de la reconversion<sup>41</sup>. Étant donné la perspective envisagée dans cette re-

---

<sup>40</sup> Parmi les géographes précurseurs de cette question en Belgique voir Paul Mingret, *La croissance industrielle du port d'Anvers*, Bruxelles, Société royale belge de géographie, 1976. En Angleterre, Ray Hudson fut un des premiers chercheurs à étudier la question des reconversions en regard des variables économiques et sociales que ces transformations industrielles impliquent. Voir notamment, Ray Hudson, « Institutional change, cultural transformation and economic regeneration : myths and realities from Europe's old industrial areas » in Ash Amin et Nigel Thrift (dir.), *Globalization, institution, and regional development in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1994, pp. 196-216.

<sup>41</sup> Xavier Daumalin, Sylvie Daviet et Philippe Mioche (dir.), *Territoires européens du charbon des origines aux reconversions*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2006. Jean-François Eck, Peter Friedemann et Karl Lauschke (dir.), *La reconversion des bassins charbonniers. Une comparaison interrégionale entre la Ruhr et le Nord/Pas-de-Calais*, *Revue du Nord, Hors série*, n° 21, 2006.

cherche, la question de la reconversion se limite à l'étude des politiques de redéveloppement économique dans le cadre de la construction européenne. Cet angle de vue met en lumière les mécanismes constitués à l'époque, les relations entre autorités locales et européennes et les tentatives pour faire du Borinage un nouveau pôle industriel. Quels problèmes cette reconversion a-t-elle posés ? Reconvertir ne signifiait pas transformer l'ouvrier mineur en un assembleur de postes téléphoniques mais de modifier l'aménagement du territoire, de créer de nouvelles dynamiques voire une transformation identitaire. Les entreprises appelées à reconvertir la région se sont implantées dans de nouvelles zones de développements impliquant des modifications du paysage urbain et une transformation des anciens centres charbonniers délaissés au profit des vastes espaces situés plus au nord du Borinage. Ce chapitre repose donc sur une double approche : d'une part, le développement de politiques de reconversion comprenant des initiatives locales et européennes et, d'autre part, l'arrivée de nouvelles unités de production déstabilisatrices pour une région constituée autour de l'histoire du charbon. La question de l'aménagement du territoire sera bien entendue évoquée mais nous n'entrerons pas dans les détails de cette problématique pour nous focaliser sur les tentatives de relance économique régionale et la création de nouvelles industries. Comme on le verra, la reconversion du Borinage reposait essentiellement sur un idéal de la production industrielle. La patrimonialisation industrielle ne s'est développée que bien plus tard et l'idée de faire des bassins charbonniers des pôles touristiques nouveaux n'était pas encore envisagée. À l'époque, il ne faisait aucun doute que la régénérescence du Borinage passait par un redéploiement industriel.

Le dernier chapitre s'éloigne plus nettement de la problématique européenne pour observer les transformations sociales induites par la reconversion dans le Borinage. La classe ouvrière s'est modifiée, les mineurs ont disparu et leurs fils et filles sont devenus une autre classe ouvrière employée en partie dans les usines nées de la reconversion. De nombreuses usines vont fermer au lendemain de la crise des années 1970. Au final, cette crise s'est avérée beaucoup plus préjudiciable pour la région que la crise charbonnière de 1959. Pour les observateurs, le Borinage mourrait pour la deuxième fois. Les mouvements de protestation qui ont accompagné ces fermetures révélaient les transformations de la classe ouvrière boraine. La reconversion devenait un thème de la contestation pendant que les nouvelles formes d'expression de la lutte incarnaient la mutation de cette classe ouvrière composée de baby-boomers, d'enfants d'immigrés ayant travaillé dans les mines et surtout de jeunes femmes. Les occupations d'usine, les tentatives d'autogestion, l'utilisation de chants de lutte et de pièces de théâtre ont donné à ces mouvements de protestation une teinte particulière qui a marqué

l'histoire sociale et culturelle de la Wallonie. Dans ce chapitre, la question des politiques sociales européennes s'évapore au profit d'une continuité dans la problématique des fermetures des mines et de leurs conséquences. En effet, plusieurs entreprises implantées dans la région dans le cadre des politiques de reconversion ont fermé leurs portes peu de temps après leur installation. L'étude des mouvements de protestation dans trois de ces entreprises démontre l'importance des transformations sociales évoquées ci-dessus et leurs liens avec la reconversion industrielle du Borinage. Ces conflits transcendaient les clivages politiques classiques de la Belgique et ont donné naissance à de nouveaux répertoires d'actions basés sur des expressions culturelles de la contestation (pièces de théâtre, poèmes et chansons).

Ce chapitre montre la nécessité de ne pas limiter l'analyse de l'histoire sociale de la construction européenne aux seuls effets directs des politiques sociales européennes mais d'associer cette histoire à une évolution des sociétés européennes indéniablement liée à l'instauration du Marché commun et des politiques de reconversion. En quelque sorte, ces mouvements de protestation achèvent un cycle dans l'histoire industrielle du Borinage. À partir des années 1990, l'installation de grandes surfaces commerciales, la patrimonialisation des sites charbonniers et le développement d'un tourisme alternatif constitue une étape nouvelle dans l'histoire de cette reconversion à laquelle les institutions européennes ont pleinement pris part.

Les conflits survenus dans les années 1970 ont donné naissance à une abondante littérature notamment auprès des sociologues qui se sont longuement penchés sur ces mouvements sociaux apparus au lendemain de 1968<sup>42</sup>. Depuis quelques années, les historiens voient dans les années de l'après-prospérité un champ de recherche fécond pour les problématiques sociales et culturelles<sup>43</sup>. Afin de parvenir à une analyse de ces mouvements de protestations à l'aune des transformations sociales de la région du Borinage, nous avons repris la notion de répertoire de l'action collective élaborée par Charles Tilly<sup>44</sup>. À partir d'une étude socio-historique, Charles Tilly montrait que la société française avait connu au

---

<sup>42</sup> Voir notamment les différentes contributions dans Colin Crouch et Alessandro Pizzorno (dir.), *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968*, Londres, MacMillan, 1978.

<sup>43</sup> Hartmut Kaelble, « Vers une histoire sociale et culturelle de l'Europe pendant les années de l'«après-prospérité» » in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2004, n° 84, pp. 169-179. Voir également l'ouvrage collectif dirigé par Konrad Jarausch (dir.), *Das Ende Der Zuversicht ? : Die siebziger Jahre als Geschichte*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2008.

<sup>44</sup> Charles Tilly, *La France contestée de 1600 à nos jours* (traduit de l'américain par Éric Diacon), Paris, Fayard, 1986.

cours du 19<sup>e</sup> siècle une transformation des formes de la protestation qui sont passées du niveau paroissial au niveau national. En outre, il montrait que la population utilisait un répertoire relativement codifié (manifestation, grève, etc.) sur lequel venaient se greffer de légères variations en fonction des intérêts mobilisés. Cette notion a connu de nombreux développements et nous y reviendrons plus longuement dans le chapitre six. Le recours à cette notion pour cette recherche n'est pas de constater ou non l'apparition d'un nouveau répertoire de l'action collective. L'objectif ici est d'identifier les formes de l'action utilisées lors des conflits dans le Borinage de la fin des années 1970 pour mettre en évidence les transformations sociales de cette région. Les occupations d'usines et les expressions culturelles de la contestation sont les reflets de ces transformations où s'entremêlent l'héritage de l'esprit combatif des mineurs, les cultures italiennes et boraines ainsi que l'apparition de nouveaux militants externes aux organisations syndicales et au mouvement ouvrier.

Chaque chapitre renferme une problématique distincte offrant une vision kaléidoscopique de cette histoire sociale de la construction européenne. Comme mentionné précédemment, la méthode employée pour étudier l'évolution du problème charbonnier dans le cadre de la CÉCA ne se pose pas comme modèle. Sur bien des points, cette histoire demeure très institutionnelle et les incidences sur la population des bassins charbonniers sont parfois floues. En découpant l'histoire sociale de la construction européenne selon six problématiques distinctes, nous avons voulu montrer la pertinence de cette histoire et des questions qu'elle soulève. Chaque problématique requiert la prise en considération d'une nouvelle littérature, de sources différentes et d'un questionnement qui lui est propre. Cette méthodologie nous a semblé la plus à même pour appréhender une histoire sociale de la construction européenne dans le cadre des transformations de l'industrie charbonnière entre 1945 et 1980.